

## Note d'information électorale N°1

# LA CONTROVERSE AUTOUR DU VOTE ÉLECTRONIQUE EN RD CONGO

## La surprise de la machine à voter

Le 15 mars, trois des majeurs partis d'opposition ont réaffirmé leur volonté d'aller aux élections en 2018 avec trois conditions principales: participation accrue d'un groupe international d'experts électoraux, audit du fichier électoral et abandon des projets d'utilisation de la machine à voter électronique.

Dans les semaines à venir, le GEC examinera d'autres aspects du processus électoral. Pour l'instant, nous nous concentrons sur la controversée «machine à voter»—qu'est-ce que c'est et pourquoi est-ce devenu un tel sujet de discorde?

En août 2017, la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) a rapporté trois kits de vote électronique d'un voyage en Corée du Sud, dans l'intention de les tester lors des élections spéciales des gouverneurs le 26 août. Le président de la CENI, Corneille Nangaa, a [annoncé](#): « ce kit... offre des garanties de sécurité et permettra au pays d'épargner les coûts excessifs qui résulteront de l'organisation des différentes élections ». Cependant, selon les sources présentes lors de la première démonstration, deux des trois kits sont tombés en panne, forçant la CENI à annuler leur utilisation lors des élections au poste de gouverneur. Néanmoins, le 5 septembre, Nangaa a annoncé officiellement qu'ils envisageaient d'utiliser les machines pour les élections.

La présentation des machines à voter faite par Nangaa a été une surprise, notamment parce que l'article 237 de la loi électorale interdit l'adoption du vote électronique au milieu d'un processus électoral en cours. De plus, le calendrier électoral—que Nangaa avait publié le 5 novembre 2017—ne faisait aucune référence au vote électronique et semble encore présumer l'utilisation de bulletins de vote en papier. Face à la critique, la CENI a changé le nom en «[vote semi-électronique](#)», puis en «machine à voter» et, plus récemment, en «machine à imprimer les bulletins de vote». Les experts électoraux contactés par le GEC ont toutefois confirmé que ce type de système correspond aux définitions internationales du vote électronique.<sup>1</sup>

Mais ce n'était pas seulement le nom du kit qui a suscité la controverse. Les ONG et les partis d'opposition ont rapidement rejeté l'utilisation de la machine:

- Deux ONG congolaises éminentes, Agir pour des élections transparentes et apaisées (AETA) et l'Observatoire de la dépense publique (ODEP) ont [rejeté](#) la machine à voter, motivant que cela coûterait trois fois plus qu'un vote avec des bulletins en papier, que cela retarderait les élections et nuirait à la transparence. Jonas Tshiombela, le coordinateur d'un réseau d'organisations de la société civile, a fait des [remarques similaires](#) dans ses critiques.

<sup>1</sup> A voir aussi: IFES, NDI, *Implementing and Overseeing Electronic Voting and Counting Technologies*, USAID, 2013; Organization of American States, "A Manual for OAS Elections Observation Missions," October 2007.



Figure 1: Des professeurs de l'Université de Kinshasa essaient la machine à voter le 21 mars 2018. (Photo: @cenirdc)

- De nombreux leaders de l'opposition, dont Eve Bazaiba (MLC), Vital Kamerhe (UNC), Felix Tshisekedi (UDPS), et Martin Fayulu (Ecidé) ont tous [rejeté](#) son utilisation en raison [d'obstacles juridiques](#), sa violation de la [confidentialité](#) des électeurs et le manque de transparence dans l'achat des [machines](#).
- Les [États-Unis](#) se sont opposés à l'innovation si proche des élections, sans tests et préparatifs adéquats, et la [France](#) et les [Pays-Bas](#) ont également exprimé leurs fortes réserves.

Néanmoins, la CENI a insisté, suggérant qu'elle achètera jusqu'à 107 000 machines à voter, une pour chacun des 84 000 bureaux de vote et une machine de secours pour chacun des 23 000 centres de vote.

## Un potentiel chaos

Le débat sur la machine à voter un peu plus d'un an avant les élections soulève de nombreux problèmes qui pourraient créer une confusion et une méfiance substantielle envers les résultats. Il est important de souligner que le seul autre pays en Afrique à avoir utilisé une forme de vote électronique était la Namibie lors de ses élections de 2014. Là, cependant, le pays était préparé bien à l'avance: sa loi électorale a été modifiée en 2009 pour permettre explicitement le vote

électronique, les systèmes ont été testés lors de quatre élections locales en août 2014, ainsi que lors d'une élection partielle en novembre 2014, avant d'être utilisé pour les élections nationales du 28 novembre 2014. La Namibie est aussi un pays de la taille d'une petite province congolaise, avec 1,2 million d'électeurs contre 46 millions au Congo, et dispose de beaucoup plus d'infrastructures.

L'introduction de la machine à voter a été justifiée par la CENI en tant que mesure simplificatrice et économique. Les bulletins de vote en papier pour les élections présidentielles, législatives et provinciales pourraient être extrêmement longs, comprenant des centaines de candidats imprimés sur des dizaines de pages dans certaines circonscriptions électorales. Cela pourrait aussi être très coûteux, car les bulletins devraient être imprimés et ensuite transportés dans les 84 000 bureaux de vote.

Cependant, il est loin d'être clair si une machine à voter remplira réellement ces objectifs. Bien qu'on se débarrasse d'un long bulletin de vote, on introduirait également une technologie avec laquelle la plupart des Congolais ne sont pas familiers. Les électeurs utiliseraient un écran tactile, faisant défiler les pages avec les doigts pour trouver leur candidat de choix et puis en tapotant sur sa photo ou son nom. La plupart des Congolais, en particulier dans les zones rurales, n'ont pas de

téléphones tactiles ou d'ordinateurs et ne sont pas familiers avec ce type d'outils. La CENI n'a actuellement ni le temps ni le budget pour mener une campagne d'éducation civique à l'échelle nationale à cet égard. Ce n'est pas seulement l'électorat qui aurait besoin d'éducation. Les agents de la CENI devraient également être formés en quelques mois à l'utilisation de 84 000 machines à voter.

Le risque d'aller à l'encontre de problèmes techniques est considérable. Pendant le processus d'enrôlement des électeurs, de nombreuses machines sont tombées en panne et il a fallu plusieurs jours pour les réparer. Le potentiel de pannes et de confusion sera beaucoup plus grand pour les élections, au cours desquelles 84 000 machines devraient fonctionner à travers le pays en même temps. Il est également important de noter que les élections sont censées avoir lieu en décembre, un mois qui, dans la majeure partie du pays, est marqué par de fortes pluies. En comparaison, la Namibie a utilisé 2 080 machines et disposait de 121 techniciens et 31 ingénieurs mis à disposition par le fabricant sur appel. Si le Congo recrute une proportion similaire de techniciens, il devrait en embaucher et former plus de 6 000 avant les élections.

Nangaa a [soutenu](#) que les machines à voter pourraient réduire les coûts de 100 millions de dollars. Dans des démonstrations privées aux partis politiques, la commission a même [prétendu](#) qu'elle leur permettrait de sauver 200 millions de dollars et de réduire le temps nécessaire pour la transmission des résultats de deux mois à deux jours. Cependant, la CENI n'a pas rendu publique le raisonnement derrière ces calculs, et on craint qu'elle ait réduit les coûts en réduisant le nombre de centres de vote, ce qui pourrait créer des problèmes le jour du scrutin. La CENI a annoncé que les machines à voter ne nécessiteraient l'ouverture que de 84 000 bureaux de vote, contre 126 000 prévus avec l'utilisation des bulletins de vote. La CENI n'a pas, à notre connaissance, justifié cette décision en procédant à des essais.

Selon la loi, les bureaux de vote sont censés rester ouverts pendant onze heures. Selon le taux de participation et le nombre de machines fonctionnantes, les électeurs pourraient disposer d'un temps entre une minute dix-sept secondes et deux minutes, bien que lors d'une présentation au siège de la MONUSCO en janvier, la CENI ait indiqué qu'ils calculaient juste une minute par électeur. Sans tests, il est difficile de savoir si cela est correct, même si cela semble être extrêmement serré étant donné que certains bureaux de vote auront beaucoup plus d'électeurs que d'autres, et que les électeurs devront voter pour trois élections en même temps, en utilisant des machines avec lesquelles ils n'ont pas de familiarité.

Il convient de noter que les batteries des machines ne devrait pas pouvoir durer plus de 36 heures, ce qui rendrait toute extension des élections compliquée.

## Le secret du vote

Le secret du vote est garanti par la constitution congolaise. Lors des élections de 2006 et de 2011, de nombreux électeurs se sont appuyés sur leurs amis, parents et agents électoraux pour les aider à comprendre le processus. Si cela a mis en question le secret du vote, la machine à voter risque de l'aggraver davantage. Ceux qui fournissent de l'assistance devraient probablement aider les électeurs à faire défiler les pages jusqu'à ce qu'ils trouvent leur candidat, plutôt que de simplement leur expliquer le processus. Selon le président de la CENI, les machines à voter ne seraient pas placées derrière un rideau ou une porte, mais seraient plutôt placées dans le coin de la pièce ou à l'extérieur.

Curieusement, la révision de la loi électorale de décembre 2017 a supprimé une disposition antérieure qui interdisait à quiconque d'assister plus d'un électeur. En théorie, un responsable administratif local pourrait être posté dans un bureau de vote, aidant des centaines d'électeurs, influençant ainsi leurs choix.

## Transparence

Plusieurs préoccupations exprimées par ceux qui critiquent la CENI pourraient être apaisées avec plus de transparence et de contrôle. Cependant, peu de choses ont été faites, que ce soit en ce qui concerne les questions contractuelles, techniques ou financières.



Figure 2: Corneille Nangaa reçoit une délégation et un lot de matériel de A-WEB en décembre 2017. (Photo: @cenirdc)

Selon le [budget](#) de la CENI, chaque machine à voter coûterait environ 1 500 dollars, soit environ 160 millions de dollars pour 107 000 machines. Selon la loi congolaise, la plupart des marchés publics doivent être soumis à un appel d'offres public, ce qui ne s'est pas produit dans ce cas. Des exceptions peuvent être faites à cette règle et Corneille Nangaa a [déclaré](#) qu'ils n'ont pas eu le temps de lancer un appel d'offres public, et que le contrat est parfaitement légal. Le budget de la CENI est l'un des postes les plus importants du budget congolais, et ce contrat est l'un des plus chers que le pays pourrait signer ces dernières années. Les organisations de la société civile ont [déploré](#) le manque de transparence et de débat au Parlement sur les finances de la CENI dans le passé, et un lanceur d'alerte a [divulgué](#) des informations concernant l'utilisation discutable des comptes de la CENI à la banque BGFI en 2016.

On ne sait pas pourquoi la CENI a choisi MIRU Data Systems comme fournisseur pour les

machines. Selon un [rapport](#) de Jeune Afrique, le premier contact avec MIRU a eu lieu en 2014, lorsque Apollinaire Malu Malu, l'ancien président de la CENI, s'est rendu en Corée du Sud avec une délégation congolaise. Certains critiques [suggèrent](#) que le fils de Norbert Katintima, le vice-président de la CENI, a utilisé ses relations personnelles avec MIRU Systems pour négocier le contrat, une allégation que Nangaa a fermement [niée](#).

Alors que la CENI a fait un effort pour montrer aux élites politiques comment fonctionnent les machines à voter, le gouvernement n'a pas mis en place des systèmes qui pourraient fournir un contrôle important sur ce processus, comme c'est le cas dans d'autres pays. Des exemples d'autres pays montrent à quel point ce processus peut être long et complexe:

- En Belgique, le parlement met en place un [Collège d'Experts Indépendant](#), qui examine le logiciel utilisé dans les machines à voter, a le droit de demander des informations pertinentes aux vendeurs et peut examiner les codes des sources utilisés dans les systèmes.
- Au [Pakistan](#), la commission électorale a créé un comité spécial avec l'ONG International Foundation for Electoral Systems (IFES) pour explorer la possibilité d'adopter l'usage des machines à voter.
- Au Brésil, le vote électronique a été introduit progressivement, en commençant au niveau local en 1996 jusqu'à ce qu'il soit entièrement mis en place lors des élections de 2002. Les tests et l'évaluation du système ont été [supervisés](#) par la Cour suprême électorale.

Il n'y a apparemment qu'un seul autre pays où les mêmes machines sont utilisées: Fidji, où il n'y a que 624 000 électeurs. Leur commission électorale a [décidé](#) de tester les machines lors des élections syndicales et étudiantes avant de les utiliser plus largement.

En général, les mécanismes de contrôle devraient être en mesure d'inspecter les aspects suivants du vote électronique:

- Quel sera le coût réel du scrutin par bulletin de vote en utilisant la machine à voter, par rapport au vote manuel?
- Quels sont les termes de référence pour l'appel d'offres public, et y a-t-il une évaluation indépendante du processus d'appel d'offres?
- Le logiciel est-il adapté au pays et est-il conforme aux lois locales?
- Comment les résultats seront-ils transmis (Nangaa a dit qu'ils seront comptés manuellement, mais la commission a également [déclaré](#) que les machines seraient équipées de cartes SIM et de technologie pour téléphonie satellitaire)?
- Est-ce que les experts et / ou les législateurs congolais peuvent-ils inspecter le code des source (ceci peut poser des problèmes de confidentialité pour l'entreprise qui l'a développé)?
- Des dispositions ont-elles été prises pour promouvoir la cybersécurité?
- Est-ce que tous les candidats sont-ils enregistrés dans les machines avec le district électoral d'appartenance ?
- Comment sont conservées les machines?
- Comment les bulletins de vote sont-ils conservés (on craint que l'encre imprimée thermiquement soit illisible après des semaines dans des conditions chaudes et humides) ?
- Quel est le processus de remplacement d'une machine cassée?
- Est-ce que les tiers, y compris les partis politiques et les groupes de la société civile, peuvent observer le téléchargement des logiciels et les tester au niveau national et local avant les élections?
- La mémoire des machines a-t-elle été nettoyée pour éviter que les résultats soient préprogrammés?
- Existe-t-il un moyen pour assurer un audit indépendant des résultats finaux, pour déterminer si les résultats enregistrés dans la tabulation officielle reflètent fidèlement les votes enregistrés sur les machines à voter?

La CENI n'a pas officiellement répondu à ces préoccupations.

## Conclusions

À la fin du mois de mars 2018, la CENI avait reçu environ 200 machines; on ignore s'ils ont signé un contrat pour les 100 000 machines restantes. Sous la pression du gouvernement américain et d'autres donateurs, le gouvernement sud-coréen et l'Association des organes électoraux mondiaux (A-WEB) de Séoul, l'organisation qui a initialement mis la CENI en contact avec MIRU, se sont retirés du projet, bien que la CENI [soutienne](#) qu'il n'y a pas de retour en arrière sur la question de l'utilisation des machines. Cependant, le gouvernement sud-coréen dit que MIRU est une société privée indépendante qu'il ne contrôle pas, une position réitérée par le gouvernement congolais. Nangaa a soutenu que sans les machines, ils ne seront pas en mesure de tenir des élections à temps et avec le budget prévu, une affirmation pour laquelle il n'a pas fourni des preuves.

De toutes façons, le processus par lequel les machines ont été achetées n'a pas inspiré confiance, exacerbant ainsi un processus déjà extrêmement controversé. Selon un sondage du GEC/BERCI de février 2018, 69% des congolais ne font pas confiance à la CENI pour organiser des élections libres et équitables. Un examen de la plupart des autres pays où une forme de vote électronique a été introduite montre que le processus se déroule généralement sur plusieurs années, avec une consultation approfondie d'un large éventail de parties prenantes afin d'éviter l'érosion de la confiance du public. Comme pour d'autres aspects du processus électoral—la réticence de Joseph Kabila à déclarer publiquement qu'il ne se présentera pas pour un autre mandat, par exemple, ou l'interdiction des manifestations de l'opposition—le gouvernement semble délibérément rechercher la controverse.

### Le Groupe d'étude sur le Congo

 @GEC\_CRG

[www.congoresearchgroup.org](http://www.congoresearchgroup.org)

Centre de coopération internationale  
l'Université de New York